

QUESTIONS ORALES

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—L'IMPOSITION DE SANCTIONS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Je suis heureux de constater aujourd'hui la présence à la Chambre du ministre de la Consommation et des Corporations, monsieur l'Orateur, parce que j'ai essayé hier d'obtenir des renseignements du ministre des Finances et il ne semblait pas en savoir très long sur le sujet. Voici ce que je voudrais demander au ministre. Au cas où l'on parviendrait à un accord lors de la prochaine conférence sur les critères qui devraient être observés en 1970 par les entreprises canadiennes quant à l'établissement des prix, le gouvernement a-t-il l'intention d'imposer des sanctions si des compagnies canadiennes s'écartent de ces critères?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Comme le ministre des Finances l'a dit hier, nous travaillons en collaboration très étroite avec la Commission des prix et des revenus. Je crois que le ministre des Finances a répondu hier à cette question.

L'hon. M. Benson: Vous n'avez pas compris la réponse, c'est tout.

L'hon. M. Stanfield: Je ne me laisse pas prendre aux boniments.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Dois-je conclure de la réponse du ministre que le président de la Commission des prix et des revenus a déclaré, sans l'autorisation du gouvernement, qu'une fois l'accord intervenu, dans les cas de dérogations aux critères établis, la Commission se proposait de demander au gouvernement d'imposer des sanctions?

L'hon. M. Basford: Je pense que le chef de l'opposition interprète mal la déclaration du président de la Commission des prix et des revenus. Celui-ci espère, comme nous tous, que le programme d'austérité qu'il est en train de mettre au point sera aussi efficace que possible et le gouvernement se propose d'en assurer l'efficacité. L'honorable député nous accordera, j'espère, sa collaboration.

L'hon. M. Stanfield: Seulement une autre question, monsieur l'Orateur. Serait-il juste de présumer que le programme du gouvernement, d'après cette déclaration, n'exige rien

[L'hon. M. Macdonald.]

de plus que de la contrainte volontaire et qu'il n'est pas question de sanctions de la part du gouvernement? Est-ce exact?

L'hon. M. Basford: Le président a annoncé hier qu'une rencontre aura lieu afin d'établir des procédures selon lesquelles le pays serait doté d'un programme de restriction des prix.

Des voix: Oh!

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): J'ai une question supplémentaire à l'intention du ministre des Finances à propos des restrictions ou de l'absence de restrictions. Comme on a dernièrement signalé que le ministre des Finances venait au premier rang de tous les membres du cabinet au chapitre des dépenses de voyage avec un compte de \$10,000 par année, l'honorable représentant peut-il indiquer où il prend ses idées sur la possibilité de vivre avec \$30 par semaine?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Le comité des comptes publics aura amplement l'occasion de contester la légitimité des dépenses ministérielles, y compris les dépenses de voyage. A mon avis, la population du Canada souhaite être renseignée sur les questions qui l'intéressent. Il est certes du devoir des ministres de visiter les diverses régions du Canada pour la tenir ainsi informée.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute que la question initiale fût recevable. Le ministre peut y répondre, mais je ne crois pas que des questions supplémentaires sur le sujet doivent être acceptées.

L'AUGMENTATION DES PRIMES D'ASSURANCE-AUTOMOBILE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles): Puis-je adresser une question au ministre de la Consommation et des Corporations au sujet de l'intention annoncée des compagnies d'assurance d'augmenter d'environ 13 p. 100 les taux d'assurance-automobile dans la plupart des régions, à compter du 1^{er} février? Le ministre étant le gardien des droits des consommateurs, je voudrais lui demander s'il a envisagé la possibilité d'arrangements collusoires, étant donné que toutes les compagnies semblent appliquer une augmentation assez uniforme, et cela au même moment. Le ministre a-t-il étudié la question et peut-il nous dire ce qu'il compte faire?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Vu sous son